



Assemblée générale

Distr. limitée
10 décembre 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-troisième session
Cinquième Commission
Point 135 de l'ordre du jour

Projet de résolution présenté par le Président

Financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

L'Assemblée générale,

Prenant acte des rapports du Secrétaire général sur le financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991¹ et du rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²,

Rappelant sa résolution 47/235 du 14 septembre 1993 relative au financement du Tribunal et les résolutions qu'elle a ensuite adoptées sur la même question, la plus récente étant la résolution 52/217 du 22 décembre 1997,

Rappelant également qu'au paragraphe 5 de sa résolution 52/217, elle a décidé de différer l'examen de la question des pensions des membres du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal international pour le Rwanda proposé par le Secrétaire général dans son rapport³ jusqu'à ce qu'elle ait examiné le rapport du Secrétaire général sur les émoluments et le régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice qui devait lui être présenté à la présente session⁴,

1. *Prend note* des observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport², sous réserve des dispositions de la présente résolution;

¹ A/C.5/53/12 et 13.

² A/53/651.

³ A/52/520.

⁴ A/C.5/53/11.

2. *S'inquiète* du retard avec lequel a été présenté le projet de budget pour 1999 et renouvelle la demande qu'elle a formulée dans sa résolution 50/212 C du 7 juin 1996 tendant à ce que les projets de budget lui soient présentés le 1er novembre de chaque année au plus tard;

3. *S'inquiète également* de la manière dont est présenté le projet de budget pour 1999, qui n'est pas succinct, se répète parfois, ne donne pas toujours les justifications nécessaires et est dans certains cas illogique;

4. *Demande* au Secrétaire général d'améliorer la présentation des projets de budget à venir, en tenant compte aussi des dispositions de la présente résolution;

5. *Demande également* au Secrétaire général, afin d'évaluer l'efficacité des activités et du fonctionnement du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal criminel international pour le Rwanda dans le but d'assurer l'utilisation optimale des ressources des deux tribunaux, de procéder, en étroite collaboration avec leurs présidents, à l'évaluation recommandée par le Comité consultatif dans ses rapports⁵ ainsi que dans la déclaration faite devant la Cinquième Commission à sa 37e séance⁶, sans préjudice des dispositions des Statuts des tribunaux et de l'indépendance de ceux-ci, et de faire rapport à ce sujet aux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies;

6. *Demande en outre* au Secrétaire général de lui présenter, le 1er novembre 1999 au plus tard, le rapport demandé au paragraphe 5 ci-dessus, en même temps que les projets de budget pour 2000;

7. *S'inquiète* du pourcentage élevé de postes vacants au Tribunal dans la catégorie des administrateurs et celle des services généraux, et prie le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour régler ce problème, y compris dans le domaine des procédures de recrutement, et de lui faire rapport à ce sujet dans le cadre du projet de budget pour l'an 2000;

8. *Prie* le Secrétaire général d'indiquer dans les futurs projets de budget les taux mensuels d'occupation des postes;

9. *Réaffirme* qu'il doit être mis fin à l'emploi du personnel fourni à titre gracieux d'ici au 31 décembre 1998, conformément au paragraphe 2 de sa résolution 52/217 du 22 décembre 1997;

10. *Réaffirme également* que la question du personnel fourni à titre gracieux doit être traitée conformément aux dispositions de ses résolutions 51/243 du 15 septembre 1997 et 52/234 du 26 juin 1998;

11. *Souligne* que toute délégation de pouvoir en matière de gestion des ressources humaines doit se faire dans le strict respect du Statut et du Règlement du personnel;

12. *Souligne également* que le recrutement du personnel du Tribunal doit répondre aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte;

13. *Constate avec préoccupation* qu'un certain nombre d'indicateurs de la charge de travail sont inexacts, grossis et injustifiables;

14. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que les indicateurs de la charge de travail soient contrôlés et vérifiés du point de vue de leur exactitude et de leur cohérence;

⁵ A/53/651, par. 65 à 67 et A/53/659, par. 84 à 86.

⁶ Voir A/C.5/53/SR. 37, par. 43.

15. *Prie également* le Secrétaire général de prévoir dans les futurs projets de budget un chapitre sur la suite donnée aux recommandations des organes de contrôle;

16. *Prie en outre* le Secrétaire général de tenir l'inventaire du mobilier et du matériel acquis pour le Tribunal depuis sa création (achats et amortissement) conformément aux règles et dispositions en vigueur et aux résolutions applicables de l'Assemblée générale, et de résumer brièvement ces informations dans son prochain rapport sur le financement du Tribunal;

17. *Demande* au Secrétaire général d'inclure dans les futurs projets de budget des informations sur les articles figurant à l'inventaire qui font l'objet d'une demande de remplacement ou d'achat supplémentaire, selon la même présentation que les projets de budget des opérations de maintien de la paix;

18. *Demande aussi* au Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour que le Tribunal soit administré avec le maximum d'efficacité et d'économie;

19. *Souligne* qu'il faut mettre à la disposition du Tribunal des ressources suffisantes pour qu'il puisse accomplir les activités dont il est chargé et faire face efficacement à de nouveaux défis, et insiste pour que ses ressources soient utilisées de manière efficace et rationnelle;

20. *Approuve* les recommandations budgétaires qui figurent au paragraphe 27 du rapport du Comité consultatif⁷;

21. *Rappelle* que dans sa résolution 53/..., elle a adopté un barème des traitements révisé et a révisé d'autres éléments des conditions d'emploi, notamment les droits à pension, des membres des tribunaux internationaux, ce qui se traduit pour le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie par un accroissement d'un montant net de 219 700 dollars des ressources requises pour 1999, suivant la recommandation du Comité consultatif⁷;

22. *Décide* que les cinq postes d'administrateur et les deux postes d'agent des services généraux basés à La Haye actuellement inscrits au budget du Tribunal criminel international pour le Rwanda seront, à compter du 1er janvier 1999, transférés du tableau d'effectifs de ce Tribunal à celui du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, les crédits correspondants étant transférés au budget de ce Tribunal, qui se trouverait ainsi augmenté d'un montant brut de 666 900 dollars (montant net : 551 800 dollars);

23. *Décide* de réviser les crédits ouverts pour 1998 pour inscription au Compte spécial pour les violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 et d'en porter le montant total brut à 68 314 500 dollars (montant net : 61 941 400 dollars) pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1998;

24. *Décide également* d'ouvrir pour inscription au Compte spécial pour les violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 un crédit d'un montant total brut de 103 437 600 dollars (montant net : 94 103 800 dollars) pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1999, crédit qui tient compte de la révision des traitements et autres conditions d'emploi, notamment les droits à pension, des membres des tribunaux internationaux;

25. *Décide en outre* que seront pris en compte, pour financer le crédit ouvert pour inscription au Compte spécial du Tribunal international pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1999, le solde excédentaire de 3 537 800 dollars de l'année 1997, la réduction d'un montant brut de 515 300 dollars (montant net : 390 200 dollars) du crédit initialement ouvert pour 1998, ainsi que les recettes de 1999 estimées à 5 200 dollars, montants qui

⁷ Voir A/53/7/Add.6.

viendront en déduction du montant global du crédit ouvert, comme exposé en détail dans l'annexe à la présente résolution;

26. *Décide* de répartir entre les États Membres, conformément au barème des quotes-parts applicable au financement du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'année 1999, un montant brut de 49 689 650 dollars (montant net : 45 087 900 dollars);

27. *Décide également* de répartir entre les États Membres, conformément au barème des quotes-parts applicable au financement des opérations de maintien de la paix pour l'année 1999, un montant brut de 49 689 650 dollars (montant net : 45 087 900 dollars);

28. *Décide en outre* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres en application des paragraphes 26 et 27 ci-dessus leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts représentant les recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour le Tribunal international pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1999, soit un montant estimatif de 9 203 500 dollars;

29. *Se félicite* des contributions déjà versées au Fonds de contributions volontaires pour les activités du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie et invite les États Membres et les autres parties intéressées à apporter des contributions volontaires pour le Tribunal, tant en espèces que sous forme de services ou de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général.

Annexe

Financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

	<i>Montant brut</i>	<i>Montant net</i>
	<i>(en dollars des États-Unis)</i>	
Crédit ouvert pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1999	102 551 000	93 332 300
Incidences financières de la résolution 53/... de l'Assemblée générale	219 700	219 700
Crédit correspondant aux postes transférés du budget du Tribunal criminel international pour le Rwanda	666 900	551 800
Montant total du crédit ouvert pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1999	103 437 600	94 103 800
À déduire :		
Réduction du crédit ouvert pour 1998	(515 300)	(390 200)
Montant estimatif des recettes pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1999	(5 200)	–
Solde inutilisé au 31 décembre 1997	(3 537 800)	(3 537 800)
Solde à mettre en recouvrement pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1999, dont :	99 379 300	90 175 800
Contributions à mettre en recouvrement auprès des États Membres conformément au barème des quotes-parts applicable au financement du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'année 1999	49 689 650	45 087 900
Contributions à mettre en recouvrement auprès des États Membres conformément au barème des quotes-parts applicable au financement des opérations de maintien de la paix pour l'année 1999	49 689 650	45 087 900